

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
11 mai 2006

Original : français

**Lettre datée du 2 mai 2006, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur d'appeler votre aimable attention sur les violations des droits de l'homme dont se sont rendus responsables les troupes françaises de la Force Licorne à l'égard de certains éléments des Forces de défense et de sécurité (FDS) ivoiriennes, telles que rappelées dans le rapport que j'ai présenté, le 12 avril 2006, devant le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire.

En effet, relativement à l'incident survenu entre nos FDS et la Force française Licorne, le 26 février 2006 à Zouan-Hounien, j'ai fait état de traitements inhumains et dégradants infligés à sept de nos soldats, au motif qu'ils se seraient introduits dans la zone de confiance : arrêtés, déshabillés, ligotés, exposés au soleil pendant près de huit heures (10 heures à 18 heures), ils n'avaient reçu de leurs tortionnaires comme seule nourriture que de l'eau chauffée.

Il convient de rappeler que, conformément aux différentes résolutions créant l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), l'une des tâches principales confiées aux Casques bleus est d'intégrer les droits de l'homme dans l'ensemble de leurs activités, notamment dans l'objectif ultime d'aider au rétablissement de la paix et de la stabilité et au renforcement de l'état de droit dans mon pays.

Comme vous pouvez le constater, les faits évoqués dans mon rapport sont d'une extrême gravité. L'absence de réaction de la part du Conseil, qui fait de la lutte contre l'impunité l'une de ses préoccupations majeures, risque d'encourager la poursuite de tels incidents qui sont une entrave au processus de paix. Par ailleurs, un tel silence pourrait donner l'impression que la lutte contre les atteintes aux droits humains serait fonction de la nationalité des présumés auteurs de tels actes.

À toutes fins utiles, veuillez trouver, ci-après, copie de la carte jointe par le Secrétaire général à son huitième rapport sur la Côte d'Ivoire (S/2006/222). Cette carte indique clairement que le département de Zouan-Hounien (auquel est rattaché la localité de Bouénneu) se trouve bel et bien dans la zone sous contrôle gouvernemental en application de l'article 3 du code 14, qui stipule que « si une localité est traversée par une limite de la zone de confiance, elle est exclue de cette zone » et le rayon de l'arc de cercle est fixé à 2 kilomètres à partir des dernières habitations de la localité.



Une copie de ma déclaration du 12 avril 2006 est également jointe à la présente (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant des dispositions qu'il vous plaira de prendre pour faire publier cette lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Philippe **Djangoné-Bi**

**Annexe à la lettre datée du 2 mai 2006, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration de M. Philippe Djangoné-Bi devant le Comité des sanctions
le 12 avril 2006, suite aux accusations portées contre des éléments
des Forces armées nationales de Côte d'Ivoire**

Je voudrais, avant tout, vous adresser mes vifs remerciements pour avoir permis que je me présente devant le Comité, suite à votre demande d'explications adressée aux autorités ivoiriennes, sur les points suivants :

1. L'incident survenu entre les Forces de défense et de sécurité (FDS)^a et la Licorne;
2. L'incident entre les FDS et la population de Bouénneu;
3. L'appel à la haine et à la violence qu'auraient lancé certains médias.

L'incident survenu entre les FDS ivoiriennes et la Force Licorne est la conséquence d'une insuffisance notoire de communication entre différentes troupes dont les missions devraient tendre vers la recherche permanente du compromis, donc de la paix en général. De quoi s'agit-il?

Tout commence le samedi 25 février 2006 par un ballet aérien de la Force Licorne dans le ciel de la ville de Zouan-Hounien, ville située sur la limite nord de la zone gouvernementale. Cette manœuvre qui a débuté dans l'après-midi prend fin à minuit. Le calme revient et aucun incident n'est signalé jusqu'au matin du dimanche 26 février 2006.

À 9 heures du dimanche 26 février, la Force Licorne reprend ses manœuvres aériennes. Pour s'enquérir des objectifs de cette opération, un officier ivoirien, chef du détachement chargé d'assurer la sécurité de cette ville-tampon et de ses faubourgs, dont le village de Bouénneu, se rend au poste de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), situé à 1 kilomètre, plus au nord. Il convient de signaler que ce poste est contrôlé par un détachement du Bangladesh. Aucun renseignement n'est fourni à l'officier ivoirien.

À 21 h 30, la Licorne met fin à ses manœuvres. Cependant, des renseignements successifs font état du siège du village de Bouénneu situé à 800 mètres environ de la localité de Zouan-Hounien en zone gouvernementale, dont le sous-préfet est un officier des FDS.

Immédiatement, un détachement des FDS se rend sur les lieux pour exiger le retrait de la Licorne de ce village-quartier pour n'avoir pas informé au préalable les autorités et la force responsable du secteur. La patrouille Licorne, visiblement égarée, s'exécute.

Le lundi 27 février 2006, les manœuvres aériennes de la Licorne s'intensifient. Les populations et les FDS s'interrogent et s'inquiètent, gardant à l'esprit que des éléments de la Licorne ont déjà été reconnus par leurs propres autorités responsables

^a Les Forces de défense et de sécurité (FDS) sont l'ensemble des forces militaires (Forces armées nationales de Côte d'Ivoire (FANCI) et paramilitaires (police, douanes) regroupées tactiquement pour défendre l'intégrité territoriale de la Côte d'Ivoire.

de la mort d'un civil ivoirien non armé, par asphyxie, justement à l'ouest du pays (cf. affaire *Mahé*).

Dès 9 heures, le commandement des FDS du secteur ordonne une patrouille pour mieux apprécier la situation. Celle-ci est interceptée par la Licorne. Les militaires ivoiriens, au nombre de sept, sont désarmés, déshabillés, ligotés puis exposés au soleil, de 10 heures à 18 heures. Comme unique alimentation, ils n'ont eu droit qu'à de l'eau chauffée.

Ne voyant pas revenir leurs camarades, les militaires ivoiriens envoient une seconde patrouille, conduite par un officier. L'approche du dispositif Licorne n'a pas été facile. C'est en effet les mains en l'air, puis désarmés, que l'officier et son détachement ont pu prendre contact avec l'officier français, un capitaine de la Force Licorne. Les échanges qui ont lieu se déroulent dans une ambiance excitée avec le souci pour les FDS de repartir avec leurs camarades. L'officier français, visiblement nerveux, intime l'ordre au détachement des FDS de regagner son cantonnement, s'il ne veut pas subir le même sort que les autres qu'il détient. La patrouille ivoirienne se retire, sans céder à la provocation.

Aux environs de 17 h 15, l'officier français et ses hommes arrivent sur la position du détachement ivoirien sans les sept militaires arrêtés. Cependant, le matériel est restitué dans un état de dégradation avérée. Les soldats ivoiriens, au vu de leur matériel endommagé et de l'absence de leurs collègues, manifestent leur mécontentement en exigeant leur libération.

Quelque temps après, un autre détachement Licorne se présente au cantonnement des FDS en compagnie des sept militaires détenus depuis 10 heures du matin. Pour les FDS, le moment est alors opportun pour, à leur tour, retenir les Français. Peu après 18 heures, les FDS et les éléments de la Force Licorne se séparent.

Le mercredi 1^{er} mars 2006, alors que le calme semblait être revenu depuis 48 heures, à la surprise générale, un autre détachement de la Licorne fait irruption à Zouan-Hounien et prend position sur le cantonnement des FDS.

Les premiers soldats FDS sont maîtrisés et ligotés. Il est ordonné aux autres de se débarrasser de leurs uniformes militaires et de s'éloigner de leurs armes. Prises de panique par cette nouvelle démonstration de la Licorne, les populations désertent la ville.

Trente minutes plus tard, la Licorne se retire avec la promesse d'y retourner, car dira-t-elle, Zouan-Hounien est en zone de confiance. Depuis lors, le calme règne dans la ville et ses environs, calme ponctué par différentes campagnes d'explication et d'apaisement menées par les autorités militaires et civiles.

Permettez que j'aborde à présent le deuxième point de votre correspondance, qui relève les exactions commises sur les populations civiles de Bouénneu par des éléments de nos FDS.

Oui, il convient de le noter, ces incidents, somme toute regrettables, dont s'est emparée une certaine presse à sensation, ont bel et bien eu lieu, mais ont eu un caractère extrêmement limité et surtout se sont déroulés sans utilisation d'armes à feu.

Après l'occupation clandestine du village par la Force Licorne, des soldats du détachement des FDS en charge de la sécurité du village n'auraient pas apprécié le mutisme et surtout l'apathie de la population, qui était censée leur fournir des compléments d'information. Il faut le dire, la crise a tissé des liens très forts entre les deux parties, les FDS et la population, de sorte que cette altercation est le résultat de ce que l'on pourrait appeler un « dépit amoureux ».

Les échauffourées entre les soldats et les villageois, surtout les jeunes, ont débouché sur une bagarre rangée qui a fait des blessés aussi bien chez les villageois que chez les militaires.

Avertis, le gouverneur militaire, le préfet de région et le sous-préfet de Zouan-Hounien, se sont rendus sur les lieux et ont apaisé les uns et les autres. Cette bavure de militaires envers des populations qu'ils sont censés protéger a été condamnée non seulement par la hiérarchie militaire, qui a aussitôt relevé et mis aux arrêts les concernés, mais encore par le Président de la République, le Gouvernement de réconciliation nationale et la classe politique tout entière.

Aujourd'hui, des missions d'apaisement conduites par les plus hautes autorités militaires et politiques relèvent les reproches faits par les populations à l'endroit des FDS, qui n'auraient pas fait assez pour les protéger lorsque des villages voisins ont été attaqués par des assaillants, ce qui confirme notre thèse du « dépit amoureux ».

Pour clore définitivement cet incident malheureux, une cérémonie de pardon et de réconciliation a eu lieu le samedi 8 avril 2006 entre le village et les militaires, en présence des plus hautes autorités militaires et civiles de la région et d'une délégation de l'ONUCI (cf. *Fraternité Matin* du 12 avril 2006 et *Notre voie* du 12 avril 2006).

Le troisième volet de mon intervention concernera, pour reprendre les termes de votre lettre, « les appels à la haine, à la violence et à l'intolérance », qui auraient été relevés dans certains médias.

En l'absence de preuves concrètes et indiscutables pour soutenir ce reproche, il est difficile de l'accréditer. En tout état de cause, je puis vous assurer que tout est mis en œuvre pour parachever le processus de paix, qui doit conduire à des élections générales crédibles. Des campagnes systématiques en faveur de la paix et de la réconciliation nationale sont engagées à tous les niveaux : présidence de la République, gouvernement, partis politiques, organisations non gouvernementales, société civile, etc.

Ainsi, trouverez-vous dans les documents qui vous seront remis, copies des pages d'un agenda confectionné par la présidence de la République et distribué gracieusement à tous et à tous les niveaux de la société. Vous pourrez y apprécier quelques adresses fortes en faveur de la paix, dont celle-ci : « renoncer à la violence, rapprocher les frères et les sœurs, les fils et les filles d'un même peuple; rassembler les Ivoiriens autour de l'unité et de la réconciliation, éveiller les consciences sur le riche patrimoine de notre pays et donc sur les vrais enjeux de la paix, tels sont les objectifs de cette campagne, tout en espérant que les valeurs fortes qu'elle véhicule contribueront à apaiser d'abord les rancœurs et amener les uns et les autres à faire, chacun à son tour, un pas vers la paix ».

Cette campagne du Président de la République est aussi relayée par la télévision et la radio nationales ainsi que la presse écrite et par voie d'affiche. La

télévision et la radio nationales passent aussi, à longueur d'émissions, pour leur propre compte, des spots appelant les partis politiques et autres organisations à s'abstenir de tenir des discours de haine ou d'exclusion, au risque de ne pas voir diffuser leurs propos. Il est aisé de s'en convaincre en suivant les émissions de la RTI sur Internet (<www.telediaspora.net, www.rti.ci>).

Par ailleurs, notre pays dispose d'une structure de contrôle et de régulation de la presse audiovisuelle (le Conseil national de la communication audiovisuelle), qui fait un travail très professionnel. D'où tire-t-on donc ces exemples d'appels à la haine mentionnés par la lettre du Comité des sanctions?

Le Président de la République de Côte d'Ivoire, le Premier Ministre et le Gouvernement de réconciliation nationale, au nom desquels je m'adresse à vous, sont à l'aise pour réitérer à la face du monde qu'en Côte d'Ivoire, le processus de paix engagé avec l'aide de la communauté internationale est bel et bien dans une phase irréversible. La sale guerre qui a endeuillé le pays avec, hélas, l'appui d'intérêts extérieurs, comme l'a reconnu un rapport de l'ONU, ne sera bientôt qu'un mauvais souvenir.

Je voudrais à présent me permettre, à la lumière de l'exposé des faits tels qu'ils se sont déroulés dans l'ouest de mon pays, porter à votre bienveillante attention quelques observations qui, sûrement, compléteront les pistes de réflexion.

Première observation

L'incident entre les FDS et la Licorne apparaît, à notre sens, comme une volonté manifeste de provocation de la Force Licorne, qui décide d'entreprendre des manœuvres dans un secteur où stationnent déjà les forces de l'ONUCI, en l'occurrence le détachement du Bangladesh, un détachement avec lequel les FDS travaillent en bonne intelligence.

Vous noterez qu'il n'y a pratiquement pas d'incidents entre les FDS et les forces de l'ONUCI, qui sont respectueuses de notre souveraineté nationale. Pour la paix donc et au vu des faits observés sur le terrain, ne serait-il pas temps de faire droit à la requête plusieurs fois réitérée auprès de l'ONU, en faveur de l'unicité de commandement des forces étrangères en Côte d'Ivoire, afin d'éviter les incidents à répétition entre les FDS et la Force Licorne?

Est-il admissible, pour notre organisation commune, l'ONU, que l'on soit partie à un conflit, en l'occurrence l'incident susmentionné, tout en faisant partie du comité chargé d'en connaître? Peut-on être à la fois juge et partie?

Deuxième observation

La délimitation des différentes zones de compétence est fixée par un code dit « code 14 », connu par tous les états-majors des forces : ONUCI, Forces nouvelles, Forces de défense et de sécurité, Force Licorne.

En son article 3, ce code stipule que « si une localité est traversée par une limite de la zone de confiance, celle-ci est exclue de cette zone. Le rayon de l'arc de cercle est fixé à 2 kilomètres à partir des dernières maisons de la localité ». La situation du village de Bouénneu par rapport à Zouan-Hounien ne pose aucun problème. Bouénneu est bel et bien en zone gouvernementale, comme vous pouvez l'observer sur la carte de la région. Même si tel n'était pas le cas, c'est par le

dialogue et non par la violence ou des actes attentatoires à notre souveraineté nationale qu'il convient de régler la question.

Troisième observation

Suite à l'incident susmentionné, une réunion tripartite (ONUCI, FDS, Force Licorne) s'est tenue le 2 mars 2006. Les faits décrits tout au long de notre exposé et les remarques soulevées par les participants n'ont pas été contestés par les représentants de la Force Licorne qui, eux, s'abritent derrière la résolution 1633 (2005), comme si celle-ci les dispensait de travailler en bonne intelligence avec nos forces armées nationales.

Comme les autres résolutions sur la Côte d'Ivoire, la résolution 1633 (2005) n'a-t-elle pas réaffirmé « son ferme attachement au respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de l'unité de la Côte d'Ivoire »? Comment, dans ces conditions, peut-on accepter que des éléments de nos FDS puissent être arrêtés, désarmés, déshabillés et soumis à des traitements inhumains et dégradants, dans leur propre pays?

D'ailleurs, que vaut l'application de ladite résolution que ne conteste personne si, dans son application sur le terrain, il n'y a pas d'organisation respectée par tous, de consensus, de courtoisie ni de respect mutuel?

Quatrième observation

La Côte d'Ivoire est bien partie pour sortir définitivement de la crise, grâce aux dispositions concrètes que prend chaque jour le tandem que forment désormais le Président Gbagbo et le Premier Ministre de consensus Charles Konan Banny. Le Ministre des affaires étrangères du Gouvernement de réconciliation nationale ne l'a-t-il pas souligné expressément dans sa déclaration du 29 mars 2006 au Conseil de sécurité?

C'est pourquoi nous sommes surpris quand on parle encore aujourd'hui d'appels à la haine, à la violence et à l'intolérance, sans en relever les faits et les dates précises de survenance. A l'évidence, il s'agit là d'une pure déformation de la réalité, dont nous ignorons totalement les objectifs.

Les Ivoiriens sont fatigués de cette crise inutile. De nombreux chantiers sont ouverts et tendent tous vers l'organisation d'élections crédibles, justes et transparentes.

Les efforts qui sont entrepris par la communauté internationale à travers notre organisation commune, l'ONU, ont permis à mon pays de se maintenir, malgré cette crise, comme une référence dans la sous-région.

J'en appelle encore à votre aide et à votre compréhension pour ne pas céder à la volonté de ceux dont les intérêts inavoués voudraient voir notre pays demeurer en crise de façon permanente.



Map No. 4220 Rev. 10 UNITED NATIONS
April 2006

Department of Peacekeeping Operations
Cartographic Section